



Solidarité internationale entre étudiants : étudier, vivre, et travailler au pays !

Cette année, le gouvernement s'est fixé comme objectif d'expulser 27 000 étrangers d'ici 2010. Pour mieux combattre cette politique et ces logiques, il est nécessaire d'en comprendre le sens et les objectifs. A l'heure où nous commençons cette campagne, Eric Besson rend ses conclusions sur le débat de l'identité nationale. qui accentue le mythe de l'immigration subie et envahissante, masque les véritables questions : Quel droit à une formation de qualité quelle que soit son origine ? Quels droits pour les travailleurs ? Quel politique économique sur le plan international ?

Derrière les critères de la préfecture et les quotas d'expulsions se cachent ...

LA CHASSE AUX SANS-PAPIERS



Une politique du chiffre :

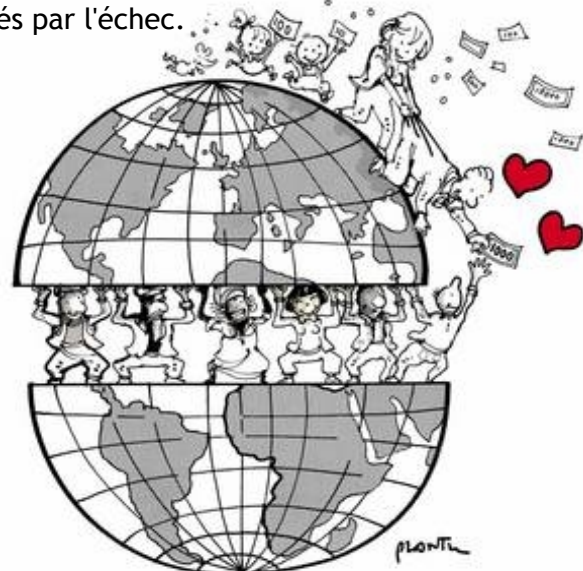
Afin de légitimer cette politique honteuse, le gouvernement déshumanise et criminalise les étrangers.

Un véritable marathon administratif est imposé chaque année par la préfecture pour le renouvellement du titre de séjour, et c'est à la préfecture que revient le droit de juger du « caractère réel et sérieux des études » ! C'est une intrusion de la politique du gouvernement au sein de l'Université : les étudiants étrangers ne sont pas soumis aux critères pédagogiques, mais aux quotas d'expulsion.

Une politique de sélection sociale : la loi Ceseda2 contraint les étudiants étrangers à justifier d'un revenu suffisant hors toute aide sociale, auxquelles ils n'ont pas droit. Ils sont la plupart du temps contraints de se salarier, ce qui est cause d'échec. Cette mesure est injuste socialement et témoigne d'une volonté de former les étudiants issus des classes sociales déjà dominantes des pays en voie de développement. Les étudiants étrangers, livrés à eux-mêmes financièrement, menacés d'expulsion, sont pour la plupart poussés à la défaite, et sélectionnés par l'échec.

Derrière l'interdiction de se réorienter: La mise en application de la fuite des cerveaux

Comme les formations tendent de plus en plus à être adaptées aux bassins économiques locaux en France, les étudiants étrangers sont face à un dilemme : se réorienter au risque d'être expulsés, ou rester en France, car leur formation n'a aucune valeur dans leur pays d'origine, notamment en sciences et technologie, est adaptée aux besoins économiques Français, et non à celui du pays d'origine de l'étudiant. Ainsi, les pays du Sud fournissent continuellement des étudiants diplômés et qualifiés à la France, ce qui les maintient dans une situation de dépendance au niveau de l'offre de formation.



Quelle action de l'UEC pour les étudiants étrangers ?

En tant qu'organisation communiste, nous avons toute notre place dans la lutte pour la défense des étudiants étrangers. Nous intervenons au jour le jour au sein de collectifs tels que le Réseau Université Sans Frontières (RUSF), lors de rassemblements et de réunions publiques. Nous nous proposons d'expliquer les logiques derrière lesquelles se cachent les expulsions d'étudiants étrangers : des logiques de reproduction sociale, de fuite des cerveaux, de quotas, qui reposent sur une marchandisation du savoir, sur l'impérialisme, sur le système capitaliste. Nous vous invitons ainsi à participer à nos journées d'actions et à nos réunions publiques tout au long de l'année, à vous investir à nos côtés pour la défense des étudiants étrangers, pour faire avancer notre projet, afin de combattre ce processus qui est gravement dommageable pour ces étudiants, pour nos Universités, et pour l'ensemble nos sociétés, ici et là-bas !

A la sélection sociale, à cette politique de quotas, et à cette mise en application de la fuite des cerveaux nous opposons un service public d'enseignement supérieur qui garantisse à tous une formation de qualité !

Pour cela, les communistes exigent :

- la régularisation de tous les étudiants étrangers !
- L'abrogation de la circulaire sur les préfetures !

Face à l'urgence de la situation des sans-papiers notamment chez les étudiants, nous avons une démarche de résistance concrète, pour obtenir par exemple la régularisation des étudiants et travailleurs sans papiers. Nous avons cependant conscience que cette situation est la conséquence du système capitaliste, et que seul un changement de système pourra garantir à chacun le droit de vivre dignement en tant que travailleur ou étudiant. Les étudiants communistes condamnent à la fois les pays impérialistes qui maintiennent les pays pauvres dans la misère et la guerre, les passeurs qui profitent et les patrons qui exploitent. Nous soutenons les luttes des peuples pour leur véritable indépendance face à l'impérialisme de l'Union Européenne et des Etats-Unis, car seule la fin du néo-colonialisme leur permettra l'émancipation.



Face à l'impérialisme et au néo-colonialisme : Indépendance et Solidarité entre les Peuples !

J'adhère à l'UEC :

Je souhaite m'investir sur la question des étudiants étrangers :

Je reste en contact avec l'UEC :

Nom..... Prénom

Mail..... Tél :